



Déclaration de la CGT Educ'action au Comité Technique Ministériel du 15 mars 2012

La fin d'un quinquennat est un rendez-vous important pour l'expression démocratique, la CGT ne saurait être neutre au regard de la gravité de la situation de notre système éducatif.

Nous assistons durant ces derniers mois à une précipitation pour faire passer des textes qui n'ont aucun caractère urgent. Le gouvernement profite de la veille des élections pour essayer de passer en force sur un certain nombre de dossiers au mépris de tout dialogue social.

- Il a fait voter une loi supprimant purement et simplement les IUFM. La CGT Educ'action considère que la réforme de la formation des enseignants et de la mastérisation des concours de recrutement a été catastrophique. Cette situation nécessitera la prise de mesures d'urgence le plus rapidement possible.
- Il a généralisé un mouvement spécifique des personnels dans les établissements ÉCLAIR, sans même prendre le temps de faire un bilan de cette expérimentation
- Il tente de faire passer en force le texte sur l'évaluation des enseignants, projet qui est de nouveau présenté en Comité Technique Ministériel alors qu'il a été rejeté très majoritairement par les personnels et par les organisations syndicales qui les représentent.
- Il avance à marche forcée sur le projet de transformation des Greta en GIP sans réelle concertation et sans explorer d'autres pistes.

En réalité, le gouvernement instrumentalise ces annonces sur l'école dans le cadre des campagnes électorales en cours pour préparer le nouveau quinquennat du candidat-président dans la continuité de cette mandature.

Les annonces du président candidat sur l'augmentation du temps de présence des enseignants, l'autonomie des chefs d'établissement-managers, la généralisation de l'apprentissage qui entraînera la casse de l'enseignement professionnel public, sont autant de provocations contre les personnels qui, tous les jours, luttent pour une école de la réussite de tous et pour tous.

La CGT Educ'action ne souhaite pas, sur la plupart de ces dossiers, maintenir un quelconque statu quo. Nous ne pouvons accepter, par contre, que des décisions sur des sujets importants pour notre système éducatif puissent être imposées sans prendre le temps de la réflexion, de l'analyse et sans dialogue social. Nous considérons qu'il faut donner plus de droits d'intervention aux salariés et prêter plus d'attention à l'écoute des personnels.

À tous les niveaux, la démocratie sociale doit être une priorité politique.

Dans la situation économique et sociale que nous traversons, des mesures urgentes sont nécessaires en matière d'emploi, de pouvoir d'achat notamment. Ces exigences impliquent d'autres choix budgétaires.

La Fonction publique est dans ce contexte de crise, un atout majeur et non un problème pour préparer l'avenir et répondre réellement aux besoins de la population.

Il faut créer les emplois nécessaires et abandonner le dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur 2 partant en retraite, alors que la progression démographique entamée au début des années 2000 se poursuit. C'est la raison pour laquelle la CGT Educ'action demande la restitution des 80 000 emplois supprimés durant ce quinquennat et, dans l'urgence, la mise en place d'un collectif budgétaire incluant la garantie d'emploi pour tous nos collègues précaires.

Au vu du bilan de ce gouvernement, nous sommes convaincus que la reconduction de cette majorité ouvrirait, à coup sûr, une nouvelle séquence de reculs sociaux et d'austérité pour nos collègues.

Le changement de politique pour conquérir la justice sociale devient incontournable.

Plus que jamais, notre pays a besoin d'un syndicalisme offensif et unitaire pour faire entendre ces exigences et ces revendications et proposer d'autres alternatives.